

## Sortir du consumérisme ? \*

Paul Bouffartigue

La critique du consumérisme est ancienne, aussi ancienne que l'apparition de la consommation de masse. Mais j'en distinguerai deux âges. Son premier âge accompagne l'avènement de la dite « société de consommation » de dans les pays capitalistes développés, à commencer par les Etats-Unis, dans les années 50-60. Elle met l'accent sur le fait que l'accroissement de la consommation de biens matériels loin d'améliorer la qualité de la vie tend à l'appauvrir. Mais depuis les années 2000 cette critique entre dans un nouvel âge. Elle prend la forme d'une interrogation plus massive et sans doute plus radicale. Car, d'une part il s'agit désormais d'une question de survie de l'humanité : la poursuite du même mode de développement ou de « croissance » n'est pas soutenable écologiquement. Notamment parce qu'elle conduirait à un réchauffement climatique de l'ordre de 4 ou 5 degrés supplémentaires vers 2100, et donc à une planète invivable. D'où la légitimité du débat sur la nécessité d'une « décroissance » - ou, mieux, sur une « post-croissance »<sup>1</sup> -, sur la pertinence de la notion de PIB (« produit intérieur brut ») pour évaluer le bien être dans un pays donné, et, finalement, sur ce dont « nous avons vraiment besoin ».<sup>2</sup> Et, d'autre part, ce mode de développement étant celui-là même qui génère des inégalités phénoménales de revenu et de consommation, le caractère insoutenable du consumérisme apparaît directement lié au niveau de richesse des pays et des ménages.

Pour réfléchir à ces questions il faut commencer par rappeler que nos besoins sont largement produits par les conditions sociales et culturelles dans lesquelles nous vivons (1). Le capitalisme productiviste leur donne une orientation très particulière, précisément *consumériste*, dans laquelle un grand nombre de besoins vitaux ou importants sont peu ou pas couverts, et inversement dans laquelle un grand nombre de besoins que l'on peut juger superflus ou nuisibles sont sur-sollicités et surdéveloppés. Cette distorsion est animée par le développement des inégalités sociales, à l'échelle mondiale comme nationale : comme c'est leur *solvabilité* qui décide de quels besoins seront pourvus par la production marchande, à l'hyper consommation des riches s'oppose la sous consommation populaire, même si cette dernière n'échappe pas aux effets du consumérisme (2). Ce consumérisme est indissociable d'un type de développement économique, insoutenable écologiquement parce qu'il repose sur un accroissement continu des ressources énergétiques et matérielles de la planète, destructeur du vivant : il est impossible de découpler cet accroissement de celui des émissions de gaz à effet de serre (GES), et plus largement de la destruction de la biodiversité (3). D'où l'urgence du débat démocratique sur les besoins, et donc sur le monde dans lequel nous souhaitons vivre : Quels sont nos besoins « artificiels »<sup>3</sup> sur lesquels nous pourrions revenir, et quels sont ceux au contraire qui ne sont pas ou sont mal satisfaits ? Et quelles démarches imaginer pour en décider ? (4).

---

\*Conférence UPPA-Aix-en-Provence, 13 mars 2023.

<sup>1</sup>Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Les petits matins/Alternatives économiques éditions, 2010.

<sup>2</sup> Les économistes atterrés, *De quoi avons-nous vraiment besoin ?*, Les liens qui libèrent, 2022.

<sup>3</sup> Razmig Keucheyan, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Zones, 2019.

## **1-Nos besoins sont très largement produits/construits, socialement et culturellement.**

L'histoire et l'anthropologie nous montrent l'extrême variabilité dans le temps et l'espace des manières dont les sociétés répondent aux nécessités élémentaires de la vie humaine : se nourrir, se vêtir, se protéger du froid et se loger, se soigner, se reproduire, donner sens à la mort et à la vie... On mesure l'importance de la variation des habitudes alimentaires en voyageant, au point que nous ne pouvons difficilement imaginer déguster des sauterelles comme le font certains peuples, ou manger avec les mains ou avec des baguettes. Dit autrement, les besoins physiologiques de base prennent toujours une forme culturellement construite. Et ce au travers de processus d'apprentissage implicites ou explicites, phénomène de base que les sociologues appellent la « socialisation ».

Depuis l'apparition de sociétés de classes, les inégalités de classe sont celles qui structurent le plus visiblement les inégalités des conditions d'existence et de modes de vie, les inégalités l'accès aux richesses matérielles et immatérielles produites par les sociétés. S'y combinent les inégalités entre les sexes.<sup>4</sup> La force du capitalisme industriel a été sa capacité à promouvoir l'idéologie productiviste, selon laquelle l'accroissement infini de la production était un horizon souhaitable conditionnant non seulement la fin des grandes malédictions humaines – épidémies, famines, grande pauvreté – mais un progrès social continu par l'accès de tous à une consommation de biens toujours plus divers.

## **2-Comment le capitalisme produit/construit nos besoins**

Dans la pensée économique libérale, le marché est supposé traduire la manière dont la demande des consommateurs, leurs « préférences » – autre nom des besoins - sollicite une offre de biens et de services de la part des producteurs. Les entreprises ne font que répondre à cette offre, les plus performantes ou les plus productives ou compétitives d'entre elles se développant au détriment des moins performantes. D'où un cercle vertueux conduisant à une satisfaction toujours meilleure des consommateurs via une diversification toujours plus grande des produits et des services offerts.

### **2-1 Les deux versants de la critique du capitalisme, et le versant « artiste » de la critique de la société de consommation**

La critique de cette pensée et du système économique capitaliste qu'elle justifie s'enracine dans deux grandes traditions, « sociale » et « artiste »<sup>5</sup>.

« **Sociale** » : c'est la critique de l'*exploitation* des travailleurs, laquelle conditionne les gains de productivité, l'appropriation du profit et l'accumulation du capital. En longue durée la redistribution des gains de productivité vers la classe salariale s'opère peu ou pas, et une partie plus ou moins importante du salariat est privée de la capacité d'acheter les biens ou services produits<sup>6</sup>. En tendance seuls sont produits les biens et les services marchands *solvables* sur le

---

<sup>4</sup> Inégalités qui se traduisent par les inégalités physiques, corporelles, comme au plan de la taille des individus. On ignore souvent qu'elle est très corrélée à la catégorie sociale d'appartenance. Concernant les inégalités de sexe, le documentaire de Véronique Kleiner , « Pourquoi les femmes sont-elles plus petites que les hommes » (2013), explore l'une des hypothèses, historique et anthropologique, celle de d'une alimentation moins généreuse : La réalisatrice « va puiser dans les rapports à l'alimentation une tout autre histoire, celle d'une domination qu'on ne remarque pas tellement elle va de soi”. “Nos corps seraient ainsi l'expression concrète d'une inégalité imposée depuis des millénaires”. <https://entre-autre.fr/mais-pourquoi-les-femmes-sont-elles-plus-petites-que-les-hommes/#>

<sup>5</sup> Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

<sup>6</sup> Explication marxiste classique des crises récurrentes de surproduction.

marché, c'est-à-dire rencontrant une capacité d'achat suffisante. On produira donc plus volontiers des biens et des services de luxe – automobiles, yacht, jets, piscines..., dès lors qu'en existe la demande de la part d'une classe sociale qui dispose des ressources à cet effet – que des biens et des services les plus utiles aux classes populaires – logement et alimentation de qualité, santé... Ce qui est produit reflète donc les inégalités sociales de revenu et de pouvoir d'achat. La critique de la nature des biens produits soit donc s'articuler à la critique des inégalités sociales avec lesquelles elle fait système.

« **Artiste** » : c'est celle de l'*aliénation*, de la déposssession ou de la perte de sens, voire de morale, associée à la généralisation de l'individualisme, de l'utilitarisme et de la marchandisation du monde. Les relations humaines deviennent inauthentiques, appauvries, utilitaires, le travail comme la vie quotidienne s'appauvrissent qualitativement. La quête de biens se substitue à la quête de liens. L'autonomie réelle et la créativité des personnes sont appauvries. Les individus se retrouvent seuls et frustrés, malgré ou à cause d'une abondance de biens marchands. La publicité envahit la vie quotidienne et cultive une multitude de besoins « artificiels » éternellement insatisfaits. C'est ce type de critique qui s'est développé dans les années 1960.<sup>7</sup> Par exemple en montrant que tout objet marchand n'est pas seulement, voire pas principalement, apprécié pour ses performances matérielles : c'est toujours aussi plus ou moins un signe, un symbole de statut de social. C'est évidemment plus ou moins visible selon les cas. Moins dans celui d'une baguette de pain que celui d'une automobile ou d'un vêtement. Dit autrement, une voiture ne permet pas simplement de se déplacer plus ou moins vite d'un point à un autre dans certaines conditions de confort. Elle permet d'afficher, de donner à voir un statut social. C'est un signe de réussite sociale, éventuellement sans rapport avec l'usage concret qui en est fait : combien de SUV (*Sport Utility Vehicule*) – près de la moitié du marché auto en France et en Europe, de Pick Up, de 4x4 – répondent à un besoin fonctionnel en termes pratiques – transport « tout terrain » d'objets lourds ou encombrants ?

Un des critiques les plus pénétrants dans cette ligne de réflexion critique sur le consumérisme est Jean Baudrillard. Comme le souligne le préfacier de son livre majeur<sup>8</sup>, « Dans la logique des signes comme dans celle des symboles, les objets ne sont plus du tout liés à une fonction ou à un besoin défini. Précisément parce qu'ils répondent à tout autre chose, qui est soit la logique sociale, soit la logique du désir, auxquelles ils servent de champ mouvant et inconscient de signification ».<sup>9</sup>

Reste que, pour poursuivre avec l'exemple de l'automobile, on peut facilement montrer la centralité d'un tel objet de consommation, non seulement dans l'imaginaire social, mais aussi dans le mode de développement urbain et dans l'évolution très concrète des modes de vie. On

---

<sup>7</sup> Pensée situationniste –; Guy Debord, *La société du spectacle*, Buchet-Chastel, 1967, lui-même influencé par Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, 1947 – et les auteurs de l'Ecole de Francfort – comme Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Minuit, 1968 (paru en 1964 aux USA)

<sup>8</sup> Auteur notamment de *La société de consommation*, Denoël, 1971

<sup>9</sup> Baudrillard ambitionne de dépasser la critique commune, de type moral, du consumérisme. Selon lui la dénonciation de la consommation fait partie – et est récupérée par – la société de consommation. Sa phénoménologie de cette société conserve une grande actualité. Par exemple quand il montre qu'elle développe une passivité chez les citoyens, associée à une culpabilité qui est combattue par la « dramatisation spectaculaire par les mass media » : la violence du monde extérieur permet que le sentiment de sécurité s'éprouve plus profondément dans « l'économie de la jouissance », et que cette dernière se sente justifiée de se choisir comme telle (*La société de consommation*, Denoël, Coll. « folio essais », édition 1975, page 34).

a connu la généralisation de la motorisation puis de la double motorisation des ménages de manière accélérée dans les années 50/60. Or c'est le moment-même où se multiplient les super et hyper-marchés.<sup>10</sup> Puis les zones commerciales en périphérie des villes. La voiture permet l'accès à ces usines de distribution en dehors des villes, mais comme ces usines provoquent la disparition des commerces de proximité dans les villes, le consommateur vivant en ville – et bientôt dans les campagnes désertifiées - est contraint d'acheter une voiture. Plus généralement l'étalement urbain et le non développement des transports collectifs - ou leur inadaptation aux horaires de travail plus en plus éclatés des nouveaux et surtout des nouvelles prolétaires<sup>11</sup> - imposent l'usage de la voiture dans les zones rurales et péri-urbaines. Combien de territoires ruraux, de zones d'activités économiques, de zones de loisirs, de parcs naturels pas ou peu desservis par les transports collectifs ? Et aujourd'hui la voiture est devenue une des principales sources d'émission des GES en France (15% du total, les poids lourds 6%...)

La critique du consumérisme s'est développée sur bien d'autres angles, comme la dénonciation d'un processus de *dé-privation*, celle ou du gaspillage.

La notion de *dé-privation* renvoie au phénomène au travers duquel de nouveaux besoins apparaissent, qui ne découlent pas d'une rareté originelle, mais du fait que nous avons été privés de certains biens des biens autrefois abondants mais devenus rares ; par exemple la pollution lumineuse qui - outre ses dégâts sanitaires - nous prive de l'expérience de la contemplation de la voûte céleste. La *dépossession* est une autre idée : la privatisation des services publics par exemple qui fait passer certains biens ou services du statut de bien ou de service commun à celui au statut de bien ou de service privé marchand.

Les gaspillages et l'importance des déchets accompagnent le consumérisme : 30 à 50 % de la nourriture n'est pas consommée ; 100 milliards de vêtements sont produits et achetés chaque année dans le monde – avec une croissance de plus 60% en 15 ans, et 1 % seulement sont recyclés ; 2 milliards de vêtements sont achetés chaque année en France (soit 33 par habitant). Aux USA, un foyer posséderait 300 000 objets en moyenne, au point qu'un sur dix loue un espace de stockage.<sup>12</sup> En France, selon l'ADEM (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), 2,5 tonnes d'objets en moyenne sont cumulés dans chaque logement, ce qui correspond à 45 tonnes de matières pour les fabriquer. Entre 54 et 110 millions de smartphones dorment dans des tiroirs. Les Français estiment posséder 34 appareils électroniques et électriques par foyer quand ils en ont en fait et en moyenne 99. Idem pour les chaussures: les adultes en possèdent deux fois plus qu'estimé.

Jean Baudrillard nous invite à aller plus loin que la critique morale du gaspillage : « toutes les sociétés ont toujours gaspillé, dilapidé, dépensé et consommé au-delà du strict nécessaire, pour la simple raison que c'est dans la consommation d'un excédent, d'un superflu que l'individu comme la société se sentent non seulement exister mais vivre » (p. 49) « L'abondance n'a-t-elle au fond de sens que dans la gaspillage ? » (p. 50).

---

<sup>10</sup> Le fondateur de Carrefour ouvre le premier hypermarché en France à Sainte-Geneviève-des-Bois (91) le 15 juillet 1963.

<sup>11</sup> Femmes de ménage, aides à la personne. 64% des usagers captifs des transports en commun sont des femmes

<sup>12</sup> Selon le *Los Angeles Times* : <https://www.latimes.com/health/la-xpm-2014-mar-21-la-he-keeping-stuff-20140322-story.html>

Dans les années 60/70 ce type de critique a eu davantage d'impacts dans les couches moyennes cultivées que dans les classes populaires, lesquelles il est vrai venaient depuis peu de goûter au confort et à la consommation de masse. Le mouvement hippie, plus largement le mouvement « contre culturel »<sup>13</sup>, et la poussée des aspirations anti autoritaires, voire libertaires au cours de cette séquence historique sont des expressions sociales concrètes de cette critique « artiste » du consumérisme. La critique écologique du mode de développement économique et social, qui s'est beaucoup répandue depuis les années 1990/2000, prolonge cette critique « artiste ».

Les difficultés de rapprochement entre ces deux types de critique dans les années 68 ont accompagné la victoire du néo-libéralisme au cours de la période qui a suivi. C'est toujours un enjeu majeur de parvenir à les faire converger. La coexistence choquante entre, d'une part, une surabondance de l'offre de marchandises – on compte plus de 10 000 références dans un supermarché, plus d'une trentaine pour les seules boîtes de céréales – par ailleurs de qualité médiocre ou malsaine et/ou à obsolescence programmée, et, d'autre part, la masse de besoins élémentaires non ou mal satisfaits, peut faciliter cette convergence entre les critiques sociale, artiste et écologique du capitalisme.

Des images peuvent illustrer l'aberration écologique et sociale du productivisme et du consumérisme. Le contraste entre la qualité des locaux d'une agence bancaire et celle d'une école publique. Ou encore la coexistence entre une montagne de gadgets électroniques et des files d'attente aux banques alimentaires. Ou encore entre cette même montagne de produits et l'empoisonnement des airs, des eaux et de l'alimentation, qui affecte une part croissante de la population, à commencer par les plus pauvres.

Nous sommes donc entrés dans une nouvelle période où les deux critiques du capitalisme peuvent se rejoindre. Le consumérisme n'est plus seulement insatisfaisant pour des catégories sociales plutôt aisées, n'ayant pas de problème de « fin de mois ». Il se révèle incapable de répondre aux besoins essentiels des catégories sociales populaires. Et il met même en cause la soutenabilité des conditions de vie de l'humanité entière.

### **3-Pourquoi le mode capitaliste de croissance est insoutenable écologiquement**

#### **3-1 Viser la progression du PIB (ex. PNB) en soi est une aberration**

Non seulement le PIB donne une idée très biaisée de la richesse réelle d'une société, mais rechercher la croissance de ce PIB est maintenant clairement insoutenable écologiquement, et socialement.

Définie par une hausse du PIB, la « croissance » reste une « description sans explication », et cela « revient à décrire la chaleur comme une hausse de température ».<sup>14</sup> Or la notion de PIB est de construction récente – lors de la grande crise des années trente aux USA - , elle résulte

---

<sup>13</sup> La « contre-culture », née aux USA sur les campus universitaires en même temps que la contestation de la guerre du Viet Nam, remet en cause l'*American way of life*, la *rationalité instrumentale* et du consumérisme au fondement du mode de vie dominant. Socialisés en son sein, nombre de jeunes la rejettent en adhérant à une culture fondée au contraire sur l'*expressivité*. Cette « culture expressive » se caractérise par : l'expression de soi - « se développer en adaptant un style de vie conforme à sa personnalité » ; le souci de son prochain et le grégarisme - « se préoccuper personnellement et utilement des autres », « se montrer envers eux affectueux, aimant et confiant » ; la prise en compte du besoin spirituel : « parvenir à l'épanouissement personnel et au développement spirituel grâce à une quête religieuse et philosophique ».

<sup>14</sup> Timothée Parrique, *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Seuil, 2022, page 17.

d'une totalisation des valeurs ajoutées produites par une économie, principalement de valeurs monétaires mesurables ou faciles à estimer. Tout ce qui se vend avec une valeur ajoutée est compté dans le PIB, même lorsqu'il s'agit d'éléments qui détériorent le bien-être des ménages. Par exemple, les profits dégagés par les banques américaines en 2007 ont fortement contribué à la croissance du PIB mais aussi à la bulle du crédit immobilier, dont l'éclatement a eu les conséquences dramatiques. Autre exemple, un accident de voiture fait croître le PIB puisqu'il déclenche des flux marchands – frais de réparation ou de renouvellement de l'automobile, frais médicaux. A l'inverse la masse des activités non sanctionnées monétairement mais très utiles socialement ne sont pas comptabilisées. Des activités telles que le bénévolat ou les activités domestiques. Le PIB a finalement un apport très limité puisqu'il n'indique que la croissance du volume des quantités de biens et de services produits et échangés sur le marché, sans rien révéler ni de la qualité, ni de la durabilité, ni de l'impact des biens et services produits sur le bien-être individuel ou collectif.

Il n'y a pas et il n'y aura pas de « croissance verte », c'est-à-dire de découplage entre la croissance des PIB et celle des émissions de GES (et plus largement de l'empreinte ou de la charge écologique). Il y a incompatibilité entre le modèle de croissance et la préservation de l'environnement naturel. « L'hypothèse d'un découplage foudroyant qui permettrait de verdir le PIB et concilier croissance économique et soutenabilité écologique ne passe pas l'épreuve des chiffres (...) Difficile de contester ce résultat après le volet sur l'atténuation du dernier rapport du GIEC qui a, une fois pour toutes, enterré l'hypothèse d'une croissance verte ».<sup>15</sup>

On observe en effet une corrélation linéaire entre le PIB d'un pays par habitant et le volume de ses émissions de dioxyde de carbone. Aucun pays n'a réussi à dissocier ses émissions de gaz à effet de serre de sa croissance. Une croissance de 10 % du PIB s'accompagne quasi invariablement d'une augmentation de 8 % des émissions de CO<sub>2</sub> - et au sein de chaque pays entre le niveau de revenu des habitants et leur émission de GES. [Selon Oxfam].

Et la croissance des inégalités sociales est incompatible avec la réduction de la charge écologique.

Entre 1990 et 2015, les 10% les plus riches de la population mondiale ont été responsables de 52% des émissions de CO<sub>2</sub> cumulées et que les 1% les plus riches sont responsables de deux fois plus d'émissions que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Les 50% les plus pauvres sont responsables de seulement 7% des émissions de CO<sub>2</sub> cumulées, soit 4% du budget carbone disponible. La croissance totale des émissions des 1% les plus riches est 3 fois plus élevée que celle des 50% les plus pauvres.<sup>16</sup> En Europe, les 50 % les plus pauvres émettent près de 5 tonnes, les 40 % intermédiaires environ 10,5 tonnes et les 10 % les plus riches environ 30 tonnes. En France, 38 milliardaires polluent autant que la moitié la plus pauvre de la population. Dans le monde, en 1990, la majorité des inégalités d'émissions de carbone (63 %) était due à des différences entre pays. Depuis la situation s'est presque entièrement inversée. Les inégalités d'émissions entre citoyens d'un même pays comptent désormais pour plus de deux tiers des inégalités mondiales d'émissions.<sup>17</sup>

---

<sup>15</sup> Op. cit., page 90.

<sup>16</sup> Oxfam, *Combattre les inégalités d'émissions de CO<sub>2</sub>*, 21/09/2020. <https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/combattre-les-inegalites-des-emissions-de-co2/>

<sup>17</sup> *Le Grand Continent*, n° 2, septembre 2022 <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/06/08/qui-pollue-vraiment-10-points-sur-les-inegalites-et-la-politique-climatique/>

L'exemple du transport aérien fournit une illustration saisissante de la manière dont les usages d'un bien très polluant sont très inégaux. En France les jets privés représentent 1 vol sur 10, mais ils émettent 5 à 14 fois plus de GES que les vols commerciaux. 1% de la population mondiale est responsable de la moitié des émissions de GES de ce secteur économique. 11% des français prennent souvent l'avion (au moins une fois par an), 33% jamais.

Des seuils critiques ont été franchis ou sont sur le point de l'être en termes de climat, de biodiversité, de qualité de l'air et des sols, etc. Et les mots d'ordre de « croissance verte » ou de « croissance immatérielle » sont des utopies scientistes, des slogans, des artifices de communication plutôt que des concepts. D'une part, les innovations technologiques espérées dépendent fortement de ressources fossiles et de minerais rares, qui s'épuisent. Certaines n'existent encore qu'à l'état de projet (économie fondée sur l'hydrogène) ; d'autres (nucléaire de quatrième génération, OGM) comportent des risques élevés. D'autre part, la dématérialisation de l'économie est illusoire. L'empreinte écologique de ce secteur dit « immatériel », comme celui du numérique, est loin d'être négligeable.

### **3-2 Décroissance ou « post-croissance » ?**

Faut-il utiliser le terme de « décroissance » ? Il a le grand mérite de pouvoir provoquer le débat ; mais l'inconvénient d'être mal interprété, souvent comme signifiant une simple récession économique, c'est-à-dire une contraction du volume des activités économiques sans transformation de structure de ces activités et de celle de la consommation. Le terme de « post-croissance », proposé par Jean Gadrey, me semble meilleur.

Reste qu'il faut impérativement, « ralentir »<sup>18</sup> globalement, et :

- modifier les critères d'évaluation des richesses et du bien être ;
- supprimer, à terme les activités nuisibles : production d'armement, extraction de sources énergétiques fossiles ;
- réduire la production d'une série de biens à forte empreinte carbone : avions, automobiles, poids lourds, « grands projets inutiles » ;
- reconvertir l'agro-industrie en agriculture paysanne ;
- mais développer la production du ferroviaire et des bicyclettes ;
- réduire les flux de transports internationaux par une relocalisation des activités productives utiles ;
- quand à tous les biens qu'il faudra bien continuer à produire, il faut à la fois modifier les modes de production dans un sens moins consommateur d'énergie, allonger leur durée de vie, et aller vers des usages plus collectifs, comme par la généralisation des usages locatifs.<sup>19</sup>

---

<sup>18</sup> Selon le titre du livre de Timothée Parrique (Op. cit.)

<sup>19</sup> Cf. les propositions de Razmig Keucheyan dans *Les besoins artificiels* (op. cit.)

#### **4-« De quoi avons-nous vraiment besoin ? »**

Poser cette question c'est d'abord sortir de l'économisme, cette vision de l'économie et du marché qui les naturalisent, et redéfinir l'économie comme moyens au service de fins. Fins qui doivent faire l'objet de choix les plus démocratiques possibles. C'est ensuite se demander comment réorganiser la production en vue de travailler à l'amélioration de la qualité et de la durabilité des biens et des services plutôt qu'à l'augmentation des quantités produites ; comment modifier les processus de production, en visant une forme nouvelle d'efficacité, alliant le souci du travail bien fait, celui de l'économie d'énergie et de matière, et celui de la réponse adaptée et juste aux besoins de la société ? Par exemple dans les domaines vitaux comme ceux de l'alimentation et de la santé.

Dans le domaine de l'alimentation, dans le monde, 700 millions de personnes (sur 8 milliards, soit près d'une sur dix) souffrent de la faim. En France, 4 millions de personnes (6%) recourent à l'aide alimentaire. Et les dépenses alimentaires ne représentent plus aujourd'hui dans notre pays en moyenne que 20% du budget des ménages, contre 35% en 1960. La reconversion d'une agriculture intensive à une agriculture soutenable et biologique générerait des emplois, des produits de meilleure qualité et des externalités positives en termes d'environnement. Ce qui suppose un changement des critères de soutien aux agriculteurs qui sont ceux de la PAC (Politique Agricole Commune). Associée à une diminution drastique de la part du budget des ménages consacrée à d'autres postes, comme l'automobile ou la santé, la reconversion de l'agriculture serait soutenue par un accroissement de la part consacrée à une nourriture de qualité.

Dans le domaine de la santé - dont la crise sanitaire du Covid a révélé l'importance de la dégradation de l'offre publique de soins - on ne produit pas la même chose lorsqu'un service de santé résulte d'une organisation privée et à but lucratif, gouvernée par des objectifs quantitatifs abstraits et soumise à une logique industrielle basée sur la rentabilité économique à court terme, ou lorsque celui-ci est produit par des hôpitaux publics ou des maisons de santé de proximité, administrés par les soignants en lien avec les usagers.

En dehors de l'alimentation, qui est un type de besoin pour lequel les modes de satisfactions marchands et individualisés dominant – mais l'idée d'une « sécurité sociale alimentaire rompt avec cette vision - le livre des « Economistes atterrés » propose des pistes sur sept autres types de besoins qui ont d'ores et déjà échappé en partie au marché, même si les logiques de marchandisation y sont très fortes depuis les années 1980 : se soigner ; s'éduquer ; faire culture ; se loger et se déplacer ; produire ensemble ; travailler ensemble ; vivre ensemble...

Chaque chapitre débouche sur la nécessité de sortir de l'approche néo-libérale en dé-marchandisant les réponses aux besoins, en y promouvant l'investissement public et l'intervention démocratique.

Par exemple dans le domaine du logement : si la part du budget des ménages qui lui est consacrée a explosé depuis 1960 (de 12 à 33%), si nous avons 300 000 sans logis, et que 8% du parc immobilier est vacant, c'est que l'Etat s'est désengagé du logement social, a encouragé l'investissement dans le parc privé, et a abandonné l'immobilier aux logiques spéculatives

## **Mais comment, concrètement, sortir du consumérisme ?**

Reste alors à imaginer les procédures de délibération et de décision collectives qui permettraient aux citoyens et aux producteurs de prioriser et de réorienter les activités dans une perspective de décroissance des activités nuisibles et inutiles et de promotion de celles qui ne le sont pas. La convention citoyenne pour le climat avait proposé des pistes d'autant plus intéressantes en ce sens qu'elles avaient un caractère systémique. Mais à titre d'exemples, elle n'avait pas hésité à recommander un moratoire sur le déploiement de la 5G, ou encore une régulation de la publicité pour les automobiles.

Keucheyan suit la piste de rapprochements entre mouvements de consommateurs et mouvement syndical, d'articulation entre démocratie locale – conseils de quartiers – et démocratie sur le lieu de travail – autogestion. Il évoque aussi les propositions de Bruno Latour – des assemblées où seraient représentés les acteurs humains et non humains agissant dans des territoires, pas nécessairement découpés au sein des frontières nationales – ou de Dominique Bourg – une assemblée du futur, qui serait une troisième chambre débarrassée de l'horizon court-termiste des élus politiques.

Toujours est-il qu'il me semble qu'en France tout au moins, nous sommes entrés depuis 2019 et le mouvement des « Gilets Jaunes » dans une nouvelle séquence marquée par des convergences nouvelles entre préoccupations sociales et écologiques, voire entre mouvements sociaux et mouvement écologiques. En témoigne l'évolution rapide des mots d'ordre des « Gilets Jaunes » vers celui de « fin du monde, fins de mois, même combat ». Ou encore la force des questionnements sur notre modèle de croissance au cours de la crise sanitaire du Covid, et les rapprochements entre organisations syndicales et environnementales qu'ils ont favorisé. Et même la présence du même type de questionnements en arrière-plan de l'actuel mouvement social sur les retraites : à quoi bon travailler plus longtemps et produire plus si c'est pour continuer à aller dans le mur ?

\*\*\*

## **Bibliographie complémentaire**

Renaud Duterme, *Nos mythologies économiques, déconstruire nos idées reçues sur le changement climatique*, Les Liens qui libèrent, 2022.

Florence Jany-Catrice et Dominique Méda, *Faut-il attendre la croissance ?* La Documentation française, 2022.

André Gorz, *Écologie et Politique*, Seuil, 1978 (1975)